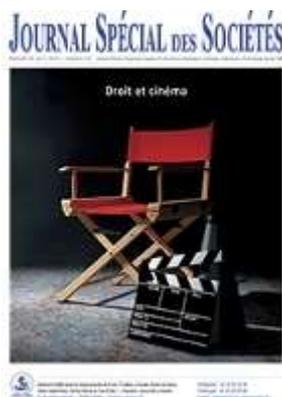


A la demande du Président François Grangier, Mariana Cojan Negulescu effectue la lecture du *Journal Spécial des Sociétés* afin d'attirer votre attention sur certains articles intéressants. Parfois, en fonction de l'intérêt que ces derniers peuvent présenter pour les experts, elle en réalise des synthèses.

*Ne pas oublier de parcourir les articles fort intéressants signés : Étienne Madranges, Avocat à la cour, Magistrat honoraire 2018-3643*



*Journal Spécial des Sociétés* n° 32/28.04.2018 :

- Droit et cinéma p. 1-11

+++ titres de journaux précédents pouvant intéresser les experts !

- Droit de la montagne – Partie 2 *Journal Spécial des Sociétés* n° 21 – 17 mars 2018
- Droit de la montagne – Partie 1 *Journal Spécial des Sociétés* n° 20 – 14 mars 2018
- Droit aérien *Journal Spécial des Sociétés* n° 91 – 29 novembre 2017
- Droit de l'art *Journal Spécial des Sociétés* n° 69 – 13 septembre 2017
- Droit du sport *Journal Spécial des Sociétés* n° 60 – 29 juillet 2017
- Droit aérospatial *Journal Spécial des Sociétés* n° 47 – 14 juin 2017
- Droit agricole *Journal Spécial des Sociétés* n° 23 – 22 mars 2017

(suite)



*Journal Spécial des Sociétés* n° 33/05.05.2018 : **(extraits)**

Cour d'appel de Paris Hommage à Myriam Ezratty

Le 7 septembre 2017, le monde judiciaire était en deuil après la disparition de Myriam Ezratty, première femme directrice de l'administration pénitentiaire, auparavant à la protection judiciaire de la jeunesse, première femme présidente de la cour d'appel de Paris, camarade de promotion de Simone Veil et de Simone Rozes. Afin de saluer la mémoire de cette femme d'exception, le 2 février dernier, Chantal Arens, la Première présidente de la cour d'appel de Paris, a invité de nombreuses et prestigieuses personnalités du monde du droit, notamment le président Robert Badinter, le vice-président du Conseil d'État Jean-Marc Sauvé, le président honoraire de la Cour de cassation Guy Canivet, le co-fondateur et ancien président de l'Association des juristes franco-

britanniques Michael Butcher, à venir lui rendre hommage lors d'une cérémonie, à laquelle était bien entendu présent Monsieur José Ezratty, où se sont alternés discours, témoignages personnels et vivants, et vidéo interview.

p.7 : Deux priorités : la dignité humaine et la justice (Jean-Marc Sauvé, Vice-président du Conseil d'Etat)

p. 8 : Confiance, modernité et ouverture (Guy Canivet, Premier président honoraire de la Cour de Cassation)



### ***Journal Spécial des Sociétés n° 34/ 12 mai 2018 :***

Quels modes amiables de règlement des différends en matière économique et sociale ?

1 re chambre de la cour d'appel de Paris, 22 mars 2018.

Chantal Arens, Première présidente de la cour d'appel de Paris, a entamé cette journée de discussions avant de céder la parole à Natalie Fricero, directrice de l'institut d'études judiciaires de l'université de Nice-Sophia-Antipolis. Les débats de la journée se sont focalisés sur deux périmètres : d'une part, le commercial, et d'autre part, le social.

p.10

Conseil des ventes Bilan des ventes aux enchères France et international 2017-10 avril 2018

Le Conseil des ventes (CVV), autorité de régulation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, a présenté le 10 avril dernier un bilan synthétique des chiffres France et international des ventes aux enchères en 2017. Présentation des chiffres clés des ventes par spécialité, focus et analyses transversales ont permis de mieux comprendre les évolutions d'un secteur qui vit aujourd'hui des mutations accélérées



### ***Journal Spécial des Sociétés n° 35/ 16 mai 2018 :***

Maison du Barreau de Paris Garanties procédurales : quelle évolution ?

C'est autour d'une table ronde consacrée aux garanties procédurales que Basile Ader, vice-bâtonnier de Paris ; Manuel Rubio-Gullon, sous-directeur de la négociation et de la législation

pénales à la direction des Affaires criminelles et des Grâces du ministère de la Justice ; et Maud Rivoire, avocate, étaient réunis à l'occasion d'un colloque qui se déroulait à la Maison du barreau de Paris, le 19 avril dernier. Face à une intégration européenne des droits de la défense et des garanties procédurales de plus en plus étendue, quelques menues failles dans la transposition en droit interne des dernières directives en la matière révèlent un législateur français bon élève mais un peu moins zélé.

#### p.5 - Focus sur le mandat d'arrêt européen

La question des garanties procédurales se pose notamment dans le cadre de la coopération judiciaire entre États membres, au titre de laquelle le mandat d'arrêt européen est un outil abondamment utilisé. C'est sur les conséquences de cette décision judiciaire que s'est penchée une deuxième table ronde, le 19 avril dernier. Deux fonctions, deux regards : alors que David Touvet, magistrat, s'est félicité des « progrès » pour les garanties procédurales accomplis en quinze ans par cette « procédure judiciairisée », pour sa part, Vincent Asselineau, dénonçant une procédure inaboutie, a évoqué un « exercice difficile pour les avocats », et a encouragé ces derniers à faire « preuve de créativité » pour mieux défendre les intérêts de leurs clients qui refuseraient d'être remis à l'État d'émission.

#### p.7 - La présomption d'innocence à l'épreuve des box vitrés : le prisme européen

En dépit des récentes annonces et décisions émanant du ministère de la Justice et du Défenseur des droits, la question des box vitrés continue de mobiliser les avocats. C'est à travers le prisme européen que l'administrateur à la Commission européenne Fabien Le Bot et l'avocate Camille Potier ont envisagé le sujet, au cours d'une ultime table ronde lors de ce colloque consacré aux garanties procédurales. Outre la directive de 2016, les deux professionnels ont évoqué une jurisprudence de la CEDH qui a pu retenir aussi bien l'atteinte à la dignité que celle à la présomption d'innocence.



#### ***Journal Spécial des Sociétés n° 36/19 mai 2018 :***

114e congrès des notaires de France « Demain, le territoire » : accompagner la mutation Cannes, du 27 au 30 mai 2018



***Journal Spécial des Sociétés n° 37/ 26 mai 2018 :***

Questions juridiques autour de la programmation pluriannuelle de l'énergie

p.7 : Questions juridiques autour de la programmation pluriannuelle de l'énergie

p.9 : Certificats d'économie d'énergie : les défis de la quatrième période

p. 11 : Le stockage de l'énergie : pour une approche juridique d'ensemble (Corinne Lepage et Huglo Lepage, avocats)



***Journal Spécial des Sociétés n° 38/ 30 mai 2018 : (extraits)***

L'électrochoc numérique Transformation de l'avocat : comment changer de modèle ?

En janvier 2017, la France comptait plus de 65000 avocats. Si la profession a traversé les siècles, la révolution numérique, en ouvrant la connaissance, lui a fait perdre le (quasi)-monopole du savoir. Plus que cela, les avocats voient aujourd'hui leurs us et coutumes bouleversés. Lors d'un colloque organisé à l'EFB le 15 mai dernier, les positions étaient unanimes : plus de transparence, de transversalité ou encore de collaboration sont désormais les apanages indispensables pour faire face aux besoins des clients, eux aussi en pleine mutation.

p.5 - Avocats connectés, main dans la main avec le numérique et les legaltechs

Selon l'étude « Droit & digital : réalités et perspectives » réalisée en 2017 par le cabinet de conseil Day One, le nombre de legaltechs explose depuis 2013 et se concentre sur le marché BtoB – notamment la production de services juridiques. Aujourd'hui, ce segment « change de dimension » pour s'appuyer sur « des technologies de plus en plus poussées et de l'intelligence artificielle soft ». Un créneau d'opportunité sur lequel se rencontrent start-upers toujours plus créatifs et avocats audacieux – avocats qui n'hésitent pas à s'entourer de divers spécialistes du numérique et à transformer leurs pratiques pour mieux se moderniser.

Justice digitale Révolution graphique et rupture anthropologique (Antoine Garapon, Jean Lassègue, Éditions PUF, 368 pages – 21 euros)



***Journal Spécial des Sociétés n° 39/ 02 juin 2018 : (extraits)***

114e congrès des notaires de France Palais des Festivals de Cannes, 27-30 mai 2018 :

Notaires de France : le rapport annuel publié Les notaires de France ont fait paraître leur rapport annuel, bilan de leurs activités ainsi que des chiffres-clefs ayant ponctué l'année écoulée. Témoin d'une activité notariale toujours plus intense, 2017 s'inscrit sous le signe de la transparence et d'une meilleure accessibilité au droit, notamment par le biais de la plateforme interactive Notaviz.



***Journal Spécial des Sociétés n° 40/ 06.06.2018 : (extraits)***

Union nationale des CARPA (UNCA) Caisse des règlements pécuniaires des avocats (CARPA)

La sécurité économique et la régulation des placements de fonds par les avocats Accueillis par Marie-Aimée Peyron, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, et Christiane Féral-Schuhl, présidente du Conseil national des barreaux, les intervenants français et européens ont exposé aux avocats venus nombreux, les mesures et les procédures à suivre en matière de fonds financiers. Les organisations nationales de nos États voisins diffèrent de la nôtre. Cet après-midi de présentation offrait l'opportunité d'en découvrir les spécificités et de parler aussi du système de notre pays. Maison du Barreau de Paris, 27 mai 2018

p.8 - Défenseur des droits Une enquête révèle les discriminations au sein de la profession d'avocat

p. 10 - Proposition de directive de la Commission européenne en matière de mobilité transfrontalière des entreprises Une harmonisation des procédures mais de nombreuses contraintes pour les entreprises

p. 14 - Commissaires aux comptes La grogne d'une profession unie contre la loi PACTE Paris, 17 mai 2018 Plus d'un millier de commissaires aux comptes ont manifesté dans les rues de la capitale le 17 mai dernier. C'est la deuxième fois de leur histoire que cette profession, habituellement très discrète, est dans la rue. La raison de la colère : le relèvement des seuils d'audit obligatoire dans les PME prévu dans la future loi PACTE. Une réforme qui pourrait faire baisser de 25 % le chiffre

d'affaires de ces professionnels et détruire plus de dix mille emplois chez les commissaires et leurs collaborateurs.



***Journal Spécial des Sociétés n° 41/ 09.06.2018 : (extraits)***

La personnalité juridique, mode de protection des animaux et de l'environnement ?

Va-t-on vers de nouvelles formes de personnalité juridique ?

Pour le quatrième anniversaire de la Grande Bibliothèque du Droit, la maison du barreau de Paris accueillait le 16 mai dernier un colloque qui s'est interrogé sur l'opportunité d'une telle révolution. Les animaux, les éléments de la nature vont-ils bientôt avoir leur propre code ? Seront-ils considérés comme des « sujets de droit » voire comme des « personnes non humaines » ? Pourront-ils ester en justice ? Tout cela sera-t-il possible, et est-ce souhaitable ? Autant de questions au centre d'une longue réflexion marquée par deux tendances : la prise en compte croissante de leur protection, au sein d'une société pourtant toujours très anthropocentrée, à la veille de la sixième extinction de masse.

p. 6 - Révolution des robots : quel cadre juridique pour l'intelligence artificielle ? Les robots nous battent aux jeux, les robots peuvent créer des œuvres d'art, les robots surpassent dans leur diagnostic les plus éminents médecins... Devenues supérieures à l'être humain, les machines intelligentes vont prendre une place de plus en plus importante dans la société. Plutôt que d'en avoir peur et de s'en tenir aux scénarios de science-fiction, la deuxième table-ronde du colloque dédié à la personnalité juridique a proposé de s'emparer de la question du cadre juridique à accorder à cette intelligence artificielle, qui impactera inévitablement notre société tout entière. Quelle responsabilité en cas d'accident ? Quelle évolution pour le droit du travail, ou encore la Sécurité sociale ? Les prospectives sont nombreuses ; le débat, ouvert

p 9 - Iter Justicia Reconstitution des fonds documentaires juridiques des barreaux de Port-au-Prince et de Kinshasa

Suite au tremblement de terre en Haïti et à l'incendie de la bibliothèque du barreau de Kinshasa, les communautés juridiques locales se trouvent privées des ressources documentaires nécessaires au bon exercice de leurs fonctions. Aussi, le cabinet d'avocats Sagasser, en partenariat avec l'association Livres sans frontières à Notre-Dame-de-Bondeville, le barreau de Port-au-Prince (Haïti) et le barreau de Kinshasa (République Démocratique du Congo) lancent-ils le projet Iter Justicia. Celui-ci appelle les avocats ou tout un chacun à venir en aide en faisant don de ses livres et en participant via une contribution financière.



***Journal Spécial des Sociétés n° 42/ 13.06.2018 : (extraits)***

Viva Technology - Le rendez-vous international de l'innovation et de l'intelligence artificielle - Paris Expo porte de Versailles, 24 au 26 mai 2018

La troisième édition de Viva Technology, le Salon annuel de l'innovation et des start-ups co-organisé par Les Échos et Publicis, a rencontré un vif succès cette année avec près de cent mille visiteurs et mille huit cents start-up présentes. Outre le président de la République, Emmanuel Macron, qui a inauguré le Salon, plus de quatre cents intervenants parmi les plus prestigieux du monde de la Tech (dont Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook) se sont exprimés et ont fait part de leur vision du monde numérique de demain. Robots, réalité virtuelle et augmentée, véhicules autonomes... les visiteurs ont pu également découvrir certaines innovations qui vont changer leur vie.

p.5 - Quand Google aide la Fondation Tara à sauver la planète grâce à l'IA

La Fondation Tara Expéditions, initiative française reconnue d'utilité publique qui agit depuis 2003 en faveur de l'environnement, a organisé le 25 mai 2018 sur le stand de Google, lors du Salon Vivatech, une conférence au titre ambitieux « How to save planet with IA ». Objectif : expliquer comment les technologies d'intelligence artificielle, notamment celles développées par Google, permettent de faciliter l'analyse des données scientifiques pour mieux comprendre l'impact des changements climatiques sur les océans, et ainsi mieux agir pour les préserver.

p.9 - Assemblée nationale Loi contre la manipulation de l'information Assemblée nationale, 7 juin 2018 (Françoise Nyssen – ministre de la culture) La proposition de loi anti fake news a été présentée en séance publique par la ministre de la Culture. Elle se veut un rempart contre la propagation des fausses informations qui à la lumière d'élections récentes apparaissent clairement comme une menace pour la démocratie. La France – comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie – a décidé de prendre le problème en main.

p.12 - Droit de la propriété industrielle - Vers la création d'un brevet européen à effet unitaire et d'une juridiction unifiée du brevet De nouvelles dispositions législatives réforment notre droit de la propriété industrielle, en ouvrant la voie au brevet européen à effet unitaire et à la juridiction unifiée du brevet (JUB). Objectifs : favoriser l'innovation et l'investissement dans la recherche, améliorer la compétitivité des entreprises et lutter plus efficacement contre la contrefaçon.

p.17 : 1885 : pourquoi le poète Verlaine, incarcéré à Vouziers, s'en prend-t-il à « un magistrat de boue » ?



***Journal Spécial des Sociétés n° 43/ 16.06.2018 :***

Médiation, arbitrage : actualité des modes alternatifs de résolution des conflits **(extraits)**

- La liste des médiateurs près les cours d'appel, une étape vers le développement de la médiation judiciaire ? Si de nombreuses voix appellent au développement de la médiation judiciaire, la constitution des listes de médiateurs près les cours d'appel, initiée par le décret du 9 octobre 2017, semble aller dans ce sens. Alors que les candidatures sont toujours en cours d'instruction, un colloque animé par Didier Faury, président de l'Institut d'Expertise, d'Arbitrage et de Médiation (IEAM), est revenu, le 5 juin dernier, dans la grande salle d'audience du Tribunal de commerce de Paris, sur ce nouvel outil. Un outil qui ne doit pas aller sans un effort des juridictions pour promouvoir les modes alternatifs de résolution des conflits.

- Centre de médiation et d'arbitrage de Paris Baromètre CMAP 2018 : la médiation gagne la confiance des acteurs du monde de l'entreprise Paris, 13 juin 2018 La 10e édition du baromètre du CMAP apporte un éclairage sur les principales tendances et évolutions en matière de médiation. Outil de mesure unique en France, il permet d'appréhender l'augmentation croissante des recours à ce mode alternatif de règlement des litiges par les entreprises.

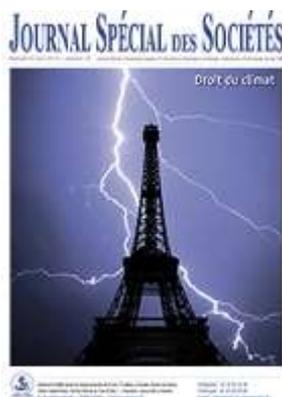
- Fédération française des centres de médiation Remarques de la FFCM sur le projet de loi de programmation et de réforme pour la justice Le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, déposé au Sénat le 20 avril 2018, a notamment pour objectif de « simplifier la procédure civile », en développant en particulier l'information sur les modes amiables de résolution des différends.

*Et... ne pas oublier de parcourir les articles signés : Étienne Madranges, Avocat à la cour, Magistrat honoraire 2018-3643*



***Journal Spécial des Sociétés n° 44/ 20.06.2018 : (extraits)***

- Cour d'appel de Bordeaux : Installation de la Première présidente Bordeaux, 4 juin 2018. Par décret du 5 mars 2018, c'est à Gracieuse Lacoste que sont revenues les fonctions de première présidente de la cour d'appel de Bordeaux. La magistrate, installée lors de l'audience solennelle du 4 juin dernier, succède à Dominique Ferrière, premier président de la juridiction de septembre 2014 à décembre 2017. Un passage de relais qui a également été l'occasion de dresser un bilan des chiffres et des missions de la cour d'appel bordelaise, ainsi que des défis qui l'attendent.



***Journal Spécial des Sociétés n° 45/ 23.06.2018 : (extraits)***

- Droit du climat : Réchauffement climatique

«Le droit climatique [...] est constitué essentiellement du contentieux qui fleurit devant les juridictions nationales de tous les continents ».

***Page 7 : L'expertise dans le contentieux climatique***

« Aujourd'hui, il se dégage une véritable tendance des juges à se fier aux rapports du GIEC dont l'autorité est certaine ».



**Journal Spécial des Sociétés n° 46/27.06.2018 :**

- Le Juge et le numérique : Grand'chambre de la Cour de cassation, 8 juin 2018

**Intéressant pour notre colloque de novembre 2018 !**



**Journal Spécial des Sociétés n° 47/ 30.06.2018 : (extraits)**

- Assemblées générales : Quelques précisions utiles avant d'entrer en séance  
Convocations, organisation, etc.

« La convocation est aux droits politiques des associés ce que le quorum est à l'assemblée générale : indispensable. Le droit de participer aux décisions collectives, consacré par l'article 1844 alinéa 1 er du Code civil, ne peut jamais être limité par les statuts. Cependant, et en dépit de son caractère absolu, ce droit n'a de sens qu'autant qu'une assemblée générale est effectivement convoquée. »

« Comment calculer le quorum lors d'une assemblée générale ? » p. 9

Découvrez les n<sup>os</sup> spéciaux du Journal : Disponibles en format papier et numérique

- Droit du climat Journal Spécial des Sociétés n° 45 – 23 juin 2018
- Droit de l'énergie Journal Spécial des Sociétés n° 37 – 26 mai 2018
- Droit et cinéma Journal Spécial des Sociétés n° 32 – 28 avril 2018
- Droit de la montagne – Partie 2 Journal Spécial des Sociétés n° 21 – 17 mars 2018
- Droit de la montagne – Partie 1 Journal Spécial des Sociétés n° 20 – 14 mars 2018 D



***Journal Spécial des Sociétés n° 48/ 04.07.2018 : (extraits)***

Première ordonnance du tribunal de commerce de Bobigny sur le Registre des bénéficiaires effectifs Ordonnance 2018s07031 – N° de minute 2018s00420

- Commentaire de l'ordonnance Contrôle de la déclaration du bénéficiaire effectif des personnes morales : des éclaircissements importants apportés dans la toute première décision de justice.
- Conseil d'État 32 propositions pour une action publique plus audacieuse D.R. Dans son étude sur « La prise en compte du risque dans la décision publique », le Conseil d'État formule 32 propositions afin d'améliorer la prise en compte des risques dans l'action publique. Le Conseil d'État veut mieux préparer les décideurs publics à la gestion des risques, afin de les encourager à mener des politiques publiques audacieuses au nom de l'intérêt général. P. 15
- Cercle Turgot Pourquoi les crypto-monnaies ont-elles de la valeur ?

Hôtel Guénégaud, 6 juin 2018 Pour cette matinale organisée par le Cercle Turgot, Jean-Louis Chambon, président d'honneur du Cercle, a présenté Arthur Breitman. Ce Franco-Américain, cofondateur du Tezos, habitué de la Silicon Valley et des institutions financières outre-Atlantique, a apporté son témoignage de contributeur à l'expansion des crypto-monnaies.



***Journal Spécial des Sociétés n° 49/ 07.07.2018 : (extraits)***

Droit et football

Droit des procédures collectives dans le domaine sportif

Les droits d'exploitation audiovisuelle des événements sportifs



**Journal Spécial des Sociétés n° 50/ 11.07.2018 : (extraits)**

Conseil économique, social et environnemental : Rapport annuel sur l'état de la France  
 Patrick Bernasconi a reçu Benjamin Grivaux, porte-parole du gouvernement, et le professeur Philippe Dessertine, pour assister à la remise de la version 2018 du Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF). Le président du CESE s'est, par ailleurs, montré totalement investi dans l'évolution annoncée de l'institution qui siège au Palais d'Iéna.



**Journal Spécial des Sociétés n° 51/ 14.07.2018 : (extraits)**

Rencontres du commerce coopératif et associé : Géants du e-commerce omnipotents, discontinuité des comportements consommateurs, bouleversement de l'économie : comment s'adapter pour assurer un avenir du commerce pérenne ?

À l'occasion de ses Rencontres du commerce coopératif et associé, le 7 juin dernier, la Fédération du Commerce Associé (FCA) a proposé aux quelque trois cents commerçants présents de s'interroger sur l'avenir du retail face aux évolutions de la société actuelle. À ce titre, experts et acteurs ont ainsi tenté d'apporter leurs lumières pour analyser, comprendre et agir sur les dimensions rationnelles et irrationnelles qui induisent le comportement des citoyens et des consommateurs. Autant de leviers pour que le commerce de demain s'adapte... et survive.

**p. 12 - École nationale de la magistrature : Rapport annuel 2017**

Olivier Leurent, président de l'École nationale de la magistrature (ENM) depuis juillet 2016, a présenté le rapport annuel 2017 de l'École le 17 mai dernier.

Les événements marquants de l'année écoulée ont été très nombreux, tant en ce qui concerne les missions nouvellement dévolues à l'École, l'évolution des programmes pédagogiques à mettre en œuvre que le fonctionnement de l'École qui doit aujourd'hui s'adapter aux nouveaux enjeux du numérique. Retour sur les points-clés du rapport.

